

Chronologie

Mai/Juin 2008 *

Mai

1.5 La chancelière Angela Merkel reçoit le Prix Charlemagne, décerné tous les ans depuis 1950 à l'Hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle. L'éloge est prononcé par le président français Nicolas Sarkozy (voir Documents 2008/03)

1.5 La Journée du Travail est marquée par plus de 400 manifestations traditionnelles des syndicats. A Mayence le président de la Confédération allemande des syndicats (DGB) Michael Sommer demande que le gouvernement introduise un salaire minimum de 7,50 euros. Pour la première fois depuis cinq ans, le président du parti social-démocrate (SPD) participe à la manifestation : Kurt Beck se dit solidaire des revendications syndicales. Les organisateurs notent une participation en régression par rapport à 2007.

1.5 Décès de Philipp comte von Borselager, 90 ans. Il était le dernier survivant des auteurs de l'attentat manqué commis contre Hitler le 20 juillet 1944. C'est lui qui avait fourni les explosifs, mais il avait échappé aux enquêtes du régime.

2.5 Le président de la République Horst Köhler rend hommage à l'organisation *Aktion Sühnezeichen* qui contribue à la réconciliation avec les victimes de la Shoah et du national-socialisme, fondée en 1958 au sein des Églises protestantes d'Allemagne. Pour le chef de l'État, « *le travail d'expiation et de quête du pardon est devenu aujourd'hui une activité internationale au service de la paix* ».

6.5 Le groupe parlementaire CDU au Bundestag adopte un concept de sécurité prévoyant la mise en place d'un conseil national de sécurité au sein de la chancellerie pour coordonner le travail de plusieurs ministères sur cette question. Le parti social-démocrate, les Libéraux, les Verts et la nouvelle Gauche se

déclarent hostile à une telle proposition, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier (SPD) souligne les mauvaises expériences faites par un tel conseil aux États-Unis.

6.5 Au cours d'un entretien avec le premier ministre belge Yves Leterme à Berlin la chancelière déclare que les chefs d'État et de gouvernement devront se mettre d'accord sur une délimitation des compétences pour les nouvelles instances que le prochain conseil européen de juin 2008 doit mettre en place dans le cadre du Traité de Lisbonne. Berlin et Bruxelles entendent définir avec précision les attributions avant de désigner les personnalités qui assumeront les nouvelles responsabilités.

6.5 Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner et la ministre allemande de la Coopération économique Heidemarie Wiczeorek-Zeul critiquent à Paris le comportement de la junte militaire birmane après le cyclone Nargis qui a fait plusieurs dizaine de milliers de victimes. Paris et Berlin demandent que la Birmanie ouvre ses frontières à l'aide humanitaire.

7.5 Pour la Cour constitutionnelle de Karlsruhe la participation de la Bundeswehr aux vols de reconnaissance en Turquie au début de la guerre en Irak en mars 2003 n'était pas conforme à la Constitution allemande. Ce verdict renforce les droits du Bundestag sur cette question des missions militaires à l'étranger. Le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder avait parlé à l'époque de « *mission de routine* ».

7.5 Le conseil des ministres décide une augmentation des fonctionnaires de l'État qui entraînera une augmentation de 3,1 % en 2008 puis de 2,8 % en 2009 des indemnités accordées aux députés du Bundestag, à la chancelière et aux membres du gouvernement. Après une vague de protestations, les

* Chronologie établie par François Talcy, journaliste.

groupes parlementaires CDU et SPD renoncent le 20 mai à cette augmentation.

7.5 La première coalition entre chrétiens-démocrates et Verts élit Ole von Beust à la tête du Parlement régional de Hambourg, qui accède ainsi à son troisième mandat. Le gouvernement régional est composé de six sénateurs CDU et trois issus des Verts. Un sénateur sans étiquette occupe le fauteuil de la Culture.

8.5 La majorité des députés du Bundestag adopte l'augmentation contestée des retraites. 20 millions de retraités bénéficieront de cette augmentation de 1,1 % à partir du 1^{er} juillet, soit deux fois plus que ce qui avait été prévu initialement.

9.5 A l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, le président Horst Köhler considère le droit à l'existence de l'État juif comme un élément fondamental de la politique allemande. Au cours d'une cérémonie officielle le 14 mai à Francfort/Main, le président du Bundestag Norbert Lammert salue les relations bilatérales et la responsabilité historique particulière de l'Allemagne pour la sécurité d'Israël.

12.5 A la veille d'une tournée d'Angela Merkel en Amérique latine, le président Hugo Chavez du Venezuela qualifie la chancelière de descendante politique d'Adolf Hitler, puis critique la détérioration des relations de son pays avec l'Allemagne, propos vigoureusement critiqués par le président de la Commission européenne José Manuel Barroso. La chancelière commence sa tournée par le Brésil. Elle signe avec le président Luiz Inacio Lula da Silva un accord sur l'utilisation des énergies renouvelables, prévoyant l'élaboration de normes communes dans le domaine des biocarburants et une harmonisation avec les normes européennes. Puis au Pérou elle participe au 5^e sommet Union européenne-Amérique latine, qui réunit soixante pays à Lima pour approfondir le partenariat stratégique lancé en 1999. Le président Chavez affirme à cette occasion ne pas avoir voulu blesser la chancelière personnellement. En Colombie elle s'entretient avec le président Alvaro Uribe à Bogota. Jamais encore un chef de gouvernement allemand ne s'était rendu en Colombie. Elle achève son périple au sommet économique germano-mexicain dans la capitale mexi-

caine, après un échange de vues avec le président Felipe Calderon.

12.5 A Moscou, le ministre allemand des Affaires étrangères propose au nouveau président russe Dimitri Medvedev un « *partenariat de modernisation* ». Frank-Walter Steinmeier rencontre ensuite son homologue russe Sergéï Lavrov à Iekaterinbourg, avant de rendre hommage à Saint Petersburg aux victimes de l'occupation de la ville par les troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale.

14.5 Le Dalai Lama effectue une visite de cinq jours en Allemagne, malgré les protestations de la Chine. En l'absence de la chancelière (en Amérique latine) et du ministre des Affaires étrangères (à Moscou), c'est le ministre de la Coopération économique Heidemarie Wiczeorek-Zeul qui reçoit le Nobel de la Paix à Berlin le 19 mai au nom du gouvernement. Le président du Bundestag Norbert Lammert l'accueille à Bochum.

17.5 Malgré les mauvais résultats des élections régionales (voir *Documents 2008/2 et 3*) le ministre-président de Hesse Roland Koch est réélu président régional du parti chrétien-démocrate par 306 voix sur 321 délégués.

19.5 Le rapport du gouvernement sur les nouveaux pauvres et les nouveaux riches en Allemagne est présenté par le ministre du Travail Olaf Scholz. Selon ce rapport, un Allemand sur quatre est concerné par la pauvreté, 13 % sont considérés comme pauvres. Les revenus des pauvres sont en baisse, alors que ceux des riches augmentent. Selon la définition de l'Union européenne, une personne seule est pauvre si elle gagne moins de 781 euros par mois, la richesse commence à 3 418 euros.

19.5 En présence de 6 000 participants, le ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel ouvre la conférence mondiale sur la protection de la nature à Bonn par un appel contre la destruction de la diversité biologique. La chancelière annonce que le gouvernement allemand consacrera 500 millions d'euros par an à partir de 2013 pour la sauvegarde des forêts vierges et des océans. 34 entreprises à vocation internationale s'engagent à accorder une place importante à la protection de la diversité biologique.

20.5 Le parti néo-nazi NPD doit rembourser près de 870 000 euros à l'État, somme touchée au titre du financement des partis. Le NPD avait fourni des documents falsifiés.

20.5 Les 97^e journées de l'Église catholique se déroulent à Osnabrück. Plus de 60 000 personnes, dont le chef de l'État, la chancelière et le président de la Commission européenne assistent pendant cinq jours à quelque 1 200 manifestations. Mgr Robert Zollitsch, président de la Conférence des évêques allemands, critique la mentalité d'assistés de tous ceux qui exigent trop de la part de l'État et de l'Église.

21.5 Le ministre allemand de l'Intérieur Wolfgang Schäuble se rend à Paris pour des entretiens politiques avec le président Nicolas Sarkozy, ainsi qu'avec son homologue Michèle Alliot-Marie et le ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale Brice Hortefeux.

22.5 Le président de la République Horst Köhler annonce son intention de se représenter aux élections présidentielles de 2009. Angela Merkel lui apporte son soutien. Le 26 mai le parti social-démocrate présente la candidature de la politologue Gesine Schwan, qui avait échoué en 2004 face à Horst Köhler (*voir dans ce numéro*).

23.5 Le ministre d'État aux Affaires européennes Günter Gloser rencontre son homologue français Jean-Pierre Jouyet pour participer avec lui à un dialogue avec des internautes sur l'Europe cinq semaines avant la présidence française du Conseil européen. La veille, Günter Gloser avait participé au 18^e cercle stratégique franco-allemand qui permet deux fois par an depuis 1998 de confronter des points de vue français et allemands sur les questions stratégiques.

23.5 La Chambre des Länder ratifie le nouveau traité européen de Lisbonne. Seul le bourgmestre-régnant de Berlin Klaus Wowereit (SPD) s'abstient lors du vote, la nouvelle gauche *Die Linke*, partenaire de coalition des sociaux-démocrates, étant hostile au texte.

24.5 La Nouvelle Gauche *Die Linke* se réunit en congrès à Cottbus, pour la première fois depuis sa fon-

dation en 2007. Les deux co-présidents Oskar Lafontaine et Lothar Bisky sont réélus à la tête de cette formation née de la fusion du parti communiste réformé PDS et du mouvement de contestation WASG constitué dans l'Ouest du pays. *Die Linke* est désormais présente dans dix parlements régionaux sur seize.

24.5 L'hebdomadaire *Der Spiegel* révèle que Deutsche Telekom a espionné ses propres collaborateurs en 2005 et 2006 en mettant leurs responsables sur écoute. Une firme-conseil avait pour mission de signaler leurs éventuels contacts avec la presse.

27.5 Le conseil des ministres décide de prolonger d'un an la mission de la Bundeswehr au Kosovo, dans le cadre des forces internationales de l'Otan. Le contingent allemand, l'un des plus importants de la Kfor avec 2 200 soldats, est stationné dans l'ancienne province serbe. Tous les députés, sauf ceux de la nouvelle Gauche, approuve cette décision le 5 juin.

27.5 Pour protester contre les prix trop bas du lait, les laitiers allemands décident de ne plus assurer l'approvisionnement des magasins. Ils estiment que l'augmentation du prix des carburants et des fourrages n'est plus adaptée au prix de vente des produits laitiers. L'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (OCDE) critique sévèrement le 1^{er} juin les agriculteurs allemands. Le 4 juin, Lidl, suivie par les principales chaînes de distribution, décide d'augmenter de dix centimes le litre de lait et de verser cette augmentation uniquement aux producteurs. Le lendemain, le président de la Fédération allemande des éleveurs de vaches laitières Romuald Schaber demande que cesse le mouvement et que les laiteries du pays soient de nouveau approvisionnées.

27.5 Le ministre d'État à la Culture Bernd Neumann et le bourgmestre-régnant de Berlin Klaus Wowereit inaugurent dans la capitale un mémorial dédié aux victimes homosexuelles du national-socialisme, non loin de la Porte de Brandebourg, face au mémorial de la Shoah.

28.5 Le ministre des Affaires étrangères reçoit son homologue jordanien Salah Bachir à Berlin. Frank-Walter Steinmeier rend hommage aux efforts de la Jordanie en faveur de la paix au Proche-Orient.

28.5 Les députés du Landtag de Saxe élisent le chrétien-démocrate Stanislaw Tillich à la tête du gouvernement régional pour succéder à Georg Milbradt, démissionnaire (*voir dans ce numéro*).

28.5 En raison de nouvelles accusations, les députés chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates du Bundestag demandent au président du groupe parlementaire *Die Linke* Gregor Gysi de démissionner de ses fonctions. Il lui est reproché d'avoir collaboré avec les services de renseignements est-allemands (Stasi) à l'époque de la RDA.

29.5 Les chiffres du chômage sont en baisse. L'Allemagne compte 3,2 millions de chômeurs, soit 131 000 personnes de moins que le mois précédent. Il s'agit du chiffre le plus bas depuis 1993. Il y a 529 000 demandeurs d'emploi en moins par rapport au mois de mai de 2007.

29.5 Après l'interdiction des bombes à dissémination décidée la veille à la conférence internationale de Dublin, le gouvernement allemand décide de supprimer toutes ces munitions. Le traité doit être signé en décembre à Oslo.

29.5 Au cours d'un débat parlementaire à l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, les députés du Bundestag soulignent leur volonté d'assurer l'existence et la sécurité de l'État hébreu. Le chef de la diplomatie critique une nouvelle fois les propos négationnistes et les menaces du président iranien.

31.5 Invité aux cérémonies commémorant la création en 1948 (avant la fondation de l'Allemagne fédérale) de l'Institut franco-allemand (dfi) de Ludwigsburg, le chef de l'État Horst Köhler invite les Européens à parler d'une seule voix pour mieux affronter les défis de la mondialisation.

31.5 Le président du SPD Kurt Beck demande à ses militants, lors d'un congrès du parti à Nuremberg, de cesser le débat des dernières semaines sur les rapports entre la social-démocratie et *Die Linke*. Il préconise plutôt une alliance avec les Verts et les Libéraux et exclut toute coopération avec la nouvelle Gauche.

Juin

1.6 La Banque centrale européenne (BCE) de Francfort/Main célèbre ses dix années d'existence. Présidée par le Français Jean-Claude Trichet, la BCE définit la politique monétaire des quinze pays qui composent aujourd'hui la zone euro. La chancelière constate que la devise européenne a permis à l'Europe de s'affirmer malgré les difficultés sur les marchés financiers.

1.6 Réuni en congrès à Munich le parti libéral (FDP) souligne son opposition à une coalition qui regrouperait le parti social-démocrate et les Verts. Le président du FDP Guido Westerwelle présente un modèle fiscal radicalement simplifié, qu'il entend réaliser après les élections de 2009 avec le parti chrétien-démocrate.

1.6 En visite au Proche-Orient, le ministre des Affaires étrangères rencontre plusieurs dirigeants palestiniens et israéliens. Il se rend à Jénine en Cisjordanie, où plusieurs actions humanitaires sont menées par l'Allemagne. Frank-Walter Steinmeier souligne que la coopération scientifique a ouvert la voie à la coopération politique et économique entre l'Allemagne et Israël. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas rappelle pour sa part que la construction de lotissements constitue l'obstacle majeur au processus de paix. A Beyrouth, le chef de la diplomatie allemande réaffirme le soutien de Berlin en faveur du Liban au cours d'un entretien avec le nouveau président élu Michel Souleimane.

1.6 Le premier ministre japonais Yasuo Fukuda, reçu à Berlin par la chancelière, demande que l'augmentation des prix de l'énergie soit prise au sérieux sans que le marché soit ignoré pour autant. Angela Merkel demande plus de transparence et une révision des priorités de l'aide au développement.

3.6 Pour la première fois, l'Allemagne va envoyer une force d'intervention rapide en Afghanistan. Le ministre de la Défense Franz Josef Jung prend congé à Lemgo des 200 premiers soldats du contingent de 1 200 hommes qui assureront à partir du 1^{er} juillet la protection de la force internationale ISAF dans le nord du pays.

3.6 La Hesse est le premier Land à supprimer les droits d'inscription (500 euros) dans les universités. Une majorité de députés regroupant les sociaux-démocrates, les Verts et *Die Linke* adoptent le projet de loi, auquel les chrétiens-démocrates du ministre-président Roland Koch et les Libéraux se disent opposés. Deux jours plus tard, Roland Koch refuse d'apposer sa signature sur un document où la phrase principale, faisant état de l'abrogation, a été oubliée. Le vote est renouvelé le 17 juin.

5.6 Angela Merkel reçoit à Berlin le nouveau président russe Dimitri Medvedev pour sa première visite dans une capitale occidentale. La chancelière favorise des réunions plus fréquentes entre l'Alliance atlantique et la Russie pour mieux affronter la menace du terrorisme international. Berlin et Moscou veulent mettre en place un groupe de travail sur la coopération dans le domaine énergétique.

6.6 Une majorité de députés adopte la première série de mesures sur le climat et l'énergie. Le gouvernement entend subventionner la production d'énergie éolienne au détriment de l'énergie solaire. Les normes de construction sont redéfinies. La seconde série est reportée en raison de divergences à propos de la réforme fiscale sur les automobiles.

9.6 Paris et Berlin entendent mener une stratégie commune pour réduire les émissions de CO2. Lors du 9^e conseil des ministres franco-allemand à Straubing en Bavière, le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel veulent mettre en place à long terme des normes de réduction plus strictes que celles définies à Bruxelles. La barre des 120/130 g/km ne devrait pas s'appliquer aux seules voitures neuves, mais à la moyenne de tous les véhicules. L'Allemagne qui produit surtout de grosses cylindrées se voyait pénalisée par rapport aux petites voitures françaises qui rejettent moins de CO2. Une directive doit être formulée pour définir un cadre européen validant les diverses technologies qui permettent une réduction des rejets.

10.6 Dans un entretien téléphonique avec la chancelière, le premier ministre chinois Wen Jiabao remercie l'Allemagne pour l'aide apportée à la suite du trem-

blement de terre du 12 mai dans la province du Sichuan. Angela Merkel propose de poursuivre cette aide pour la reconstruction des villes détruites. Le 13 juin, le ministre des Affaires étrangères se rend à Pékin pour évoquer les principaux thèmes de politique internationale, y compris les relations du gouvernement chinois avec le Tibet. Frank-Walter Steinmeier rend ensuite visite aux représentants de la Croix Rouge allemande qui ont établi un hôpital mobile dans la zone sinistrée à Chengdu.

11.6 Angela Merkel reçoit à Meseberg le président américain George W. Bush, en visite d'adieu en Europe. L'entretien porte sur la préparation du sommet du G8 en janvier à Hokkaido au Japon.

11.6 A la veille de la conférence internationale sur l'Afghanistan à Paris, le gouvernement allemand promet une aide de 420 millions d'euros jusqu'en 2010 pour la reconstruction du pays.

12.6 Les ministres-présidents décident de limiter les activités Internet de leurs stations publiques de radio et de télévision pour que Bruxelles ne remette pas en cause la redevance audiovisuelle. Le service public ne devra publier en ligne à l'avenir que des textes relatifs aux programmes diffusés pour éviter le reproche de concurrence déloyale. Un nouveau texte en ce sens sera signé en octobre. Il conviendra de définir la notion de « presse électronique », qui devra être distincte des contributions de la presse écrite. Le directeur général de la seconde chaîne de télévision ZDF parle de véritable censure. Une concertation avec la Commission européenne doit encore être engagée.

13.6 Le ministre des Affaires étrangères, en visite en Chine, réagit au vote négatif des électeurs irlandais et cite comme option possible un retrait provisoire de l'Irlande du processus d'intégration européenne, ce qui permettrait aux 26 autres pays-membres de ratifier le traité de Lisbonne. Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy publient une déclaration commune invitant les huit pays qui n'ont pas encore ratifié à le faire malgré le Non irlandais. A Gdansk, où elle est accueillie le 16 juin par le premier ministre polonais Donald Tusk, la chancelière affirme coopérer avec la Pologne pour sortir l'Europe de la crise tout en

respectant la volonté des Irlandais. A Luxembourg, Frank-Walter Steinmeier déclare souhaiter trouver une solution à la crise avant la fin de cette année, tout en laissant au gouvernement irlandais la possibilité de faire des propositions. En marge d'une rencontre de football entre l'Allemagne et l'Autriche aux Championnats du monde, la chancelière évoque la question le même jour à Vienne avec le chancelier autrichien Alfred Gusenbauer.

17.6 Le président Horst Köhler propose dans son « Discours de Berlin » la mise en place d'un calendrier de mesure Agenda 2020 sur le modèle de l'Agenda 2010 lancé par le chancelier Gerhard Schröder en 2003 (*voir dans ce numéro*).

17.6 Cinquante-cinq ans après le soulèvement du 17 juin 1953 en RDA, le vice-président du Bundestag Wolfgang Thierse demande qu'une place de Berlin évoque cette date historique, alors que disparaissent les derniers témoins de cette révolte de plus d'un million de personnes dans 700 villes et communes d'Allemagne de l'Est. Le bourgmestre-régnant de Berlin Klaus Wowereit qualifie cette journée de date importante dans l'histoire de la liberté en Allemagne.

18.6 Le gouvernement adopte le second volet de son programme énergétique pour parvenir à une réduction de 40 % (par rapport à 1990) des émissions de CO2 d'ici 2020. Les mesures visent essentiellement la construction et la rénovation des habitations, ainsi que le péage pour les poids lourds sur les autoroutes.

19.6 Avant de se rendre au sommet européen de Bruxelles, dominé par le Non irlandais au texte constitutionnel, Angela Merkel fait une déclaration au Bundestag pour réaffirmer la nécessité de mettre en place le traité de Lisbonne et son objection à toute forme d'Europe à deux vitesses ou d'Europe à noyau dur. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne repoussent au mois d'octobre toute décision sur la ratification du Traité.

19.6 Entendu par la commission d'enquête parlementaire du Bundestag sur les activités des services de renseignements, le ministre des Affaires étrangères affirme ne pas avoir eu connaissance de dépla-

cements de terroristes présumés arrêtés en Allemagne par les Américains. Il déclare ne pas avoir d'informations sur l'existence de prisons secrètes américaines sur le territoire allemand. Frank-Walter Steinmeier dirigeait la chancellerie lorsque Gerhard Schröder était à la tête du gouvernement lors des attentats du 11 septembre 2001.

24.6 La conférence internationale pour le soutien de la sécurité civile et de l'État de droit palestinien s'ouvre à Berlin en présence des représentants de 41 États, dont 23 ministres des Affaires étrangères. L'Allemagne promet une aide de 15 millions d'euros pour la formation de la police, l'infrastructure policière et la justice. L'enveloppe des pays donateurs promise jusqu'en 2011 s'élève à 156 millions d'euros. La chancelière réitère la principale revendication de Berlin : que les Palestiniens reconnaissent le droit à l'existence d'Israël et mettent fin à la violence.

25.6 Les députés du Bundestag débattent sur les armes nucléaires américaines stationnées en Allemagne, notamment en Rhénanie-Palatinat. Selon une étude de l'armée de l'air américaine, la protection des sites ne correspondrait pas aux normes définies par les États-Unis. Le gouvernement apporte certes un démenti, mais refuse de donner des précisions pour des raisons de sécurité. Tous les partis, sauf la CDU, demandent la destruction de ces armes.

26.6 Soixante ans après le blocus des zones d'occupation occidentales de Berlin par l'Union soviétique et la mise en place d'un pont aérien par les États-Unis, l'Allemagne rend hommage aux vétérans américains qui ont acheminé 2,3 millions de tonnes de biens jusqu'au 27 août 1949, date de levée du blocus soviétique.

26.6 Frank-Walter Steinmeier participe à Kyoto à la réunion des ministres des Affaires étrangères des huit pays les plus industrialisés (G8) pour préparer le sommet de Hokkaido du 7 au 9 juillet. Depuis la présidence allemande en 2007, quelque 160 projets ont été lancés sur la gestion des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan. Le chef de la diplomatie allemande rend compte des résultats de la conférence de Berlin sur la Palestine et leurs possibles conséquences pour le processus de paix au Proche-Orient.